



PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

Préfecture

Direction de la coordination des services de l'Etat

Pôle de pilotage des procédures d'utilité publique

- Arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 002 du 23 JAN 2014**
relatif à la société MAROTEAUX située ZAC du Tuboeuf à BRIE-COMTE-ROBERT (77170)
- portant levée de suspension d'activités imposée par l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 088 du 25 septembre 2013
 - portant levée de consignation de la somme de 20 863 € (vingt mille huit cent soixante-trois euros) consignée par arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 090 du 25 septembre 2013,
 - portant levée de consignation de la somme de 5991 € (cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros) consignée par arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 131 du 2 décembre 2013,

**La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5;

Vu le décret du Président de la République en date du 26 août 2010 portant nomination de M. Serge GOUTEYRON, Sous-Préfet hors classe, Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 juillet 2012 portant nomination de Mme Nicole KLEIN, Préfète de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12/PCAD/84 du 30 juillet 2012 donnant délégation de signature à M. Serge GOUTEYRON, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance, modifié par l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/107 du 28 octobre 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2013/DRIEE/UT77/100 du 26 juin 2013 mettant en demeure la société MAROTEAUX de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral 2013/DRIEE/UT77/102 en date du 26 juin 2013 mettant en demeure, dans un délai de quinze jours, la société MAROTEAUX de respecter une partie des prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatif aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2718 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 088 du 25 septembre 2013 suspendant les activités de transit, regroupement et tri de déchets dangereux exercées par la société MAROTEAUX, jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées par l'arrêté de mise en demeure 2013/DRIEE/UT77/102 du 26 juin 2013 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 090 en date du 25 septembre 2013 portant consignation d'une somme de 20 863 € (vingt mille huit cent soixante-trois euros) pris à l'encontre de la société MAROTEAUX, correspondant au coût estimatif de l'évacuation, vers des installations dûment autorisées, des déchets dangereux (boues de perchloroéthylène) présents sur le site à la date du 31 juillet 2013 et la mise sous rétention des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral n°13 DCSE IC 131 du 2 décembre 2013 portant consignation d'une somme supplémentaire de 5991 € (cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros) correspondant au coût estimatif de l'évacuation, vers des installations dûment autorisées, des déchets dangereux (boues de perchloroéthylène) présents sur le site à la date du 8 octobre 2013 ;

Vu le récépissé de déclaration. n° 2012/DRIEE/UT77/35 délivré le 17 février 2012 à la société MAROTEAUX pour l'exploitation d'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses, au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées, sur le territoire de la commune de Brie-Comte-Robert (77170) ;

Vu le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France DRIEE_UT DRIEE77_2013_23359 du 9 janvier 2014 consécutif à une inspection effectuée le 4 décembre 2013 ;

Considérant que l'inspection du 4 décembre 2013 a permis de constater que la société MAROTEAUX avait procédé à l'évacuation de la totalité des déchets présents sur le site ;

Considérant que la société MAROTEAUX a remis à l'inspection des installations classées des justificatifs de prise en charge des déchets évacués ;

Considérant que la société MAROTEAUX a transmis par mail du 4 décembre 2013, un bon de commande de fûts de rétention pour les déchets de perchloroéthylène;

Considérant que ces travaux permettent à la société MAROTEAUX de satisfaire aux termes de la mise en demeure de l'arrêté préfectoral du 2013/DRIEE/UT77/102 en date du 26 juin 2013 susvisé ;

Considérant que la société MAROTEAUX ne souhaite pas modifier sa situation administrative en passant au régime de l'autorisation,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

ARRETE

Article 1

L'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 088 du 25 septembre 2013 portant suspension d'activités de la société MAROTEAUX située ZAC du Tuboeuf à BRIE-COMTE-ROBERT (77 170) est levé.

Article 2

– L'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 090 du 25 septembre 2013 portant consignation de la somme de 20 863 € (vingt mille huit cent soixante-trois euros),

– ainsi que l'arrêté préfectoral n° 13 DCSE IC 131 du 2 décembre 2013 portant consignation de la somme supplémentaire de 5991 € (cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros),

correspondant au montant des travaux d'évacuation des déchets au-delà du seuil d'une tonne et à la mise sous rétention de cette quantité de déchets dangereux, sont levés.

A cet effet, deux titres d'annulation :

- d'un montant de 20 863 € (vingt mille huit cent soixante-trois euros),
- et d'un montant de 5991 € (cinq mille neuf cent quatre-vingt-onze euros),

sont rendus immédiatement exécutoires auprès de M. le Directeur départemental des Finances Publiques de Seine-et-Marne,

Article 3

Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de BRIE-COMTE-ROBERT et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision, est affiché en mairie de BRIE-COMTE-ROBERT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Une copie de l'arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne pour une durée identique.

Une copie de l'arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Article 4

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle :

— Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

— Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative ;

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à la **société MAROTEAUX**, sous pli recommandé avec avis de réception et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques de Seine-et-Marne
- Monsieur le Maire de la commune de Brie-Comte-Robert
- Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,
- le Chef de l'unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Melun, le **23 JAN. 2014**

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Serge GOUTE



DESTINATAIRES :

- la société MAROTEAUX
- le Directeur des Finances Publiques de Seine-et-Marne
- le maire de Brie-Comte-Robert
- le Chef de l'unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie
- Chrono